

1<sup>er</sup> juillet 2019

(19-4395)

Page: 1/4

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## **SUBVENTIONS**

### **NOUVELLE NOTIFICATION COMPLÈTE AU TITRE DE L'ARTICLE XVI:1 DU GATT DE 1994 ET DE L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES**

NOUVELLE-ZÉLANDE

La communication ci-après, datée du 27 juin 2019, est distribuée à la demande de la délégation de la Nouvelle-Zélande.

---

La notification ci-après porte sur les exercices financiers 2016/17 et 2017/18 et a été établie sur la base des données communiquées par les organismes d'aide. Les renseignements y figurant sont fournis dans un but de transparence afin d'apporter des précisions sur le fonctionnement des programmes ou des mesures. Conformément à l'article 25.7 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la notification ne préjuge en rien du statut juridique ni de la nature ou des effets des programmes d'aide publique au sens de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et du GATT de 1994, y compris la question de savoir si les programmes notifiés sont spécifiques au sens de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Tous les montants indiqués dans la présente notification sont exprimés en dollars néo-zélandais.

## Table des matières

<b>1 PARTENARIAT POUR LA CROISSANCE DU SECTEUR PRIMAIRE .....</b>	<b>2</b>
<b>2 FONDS DE CROISSANCE DES PROVINCES.....</b>	<b>3</b>
<b>3 PÊCHE .....</b>	<b>4</b>

### **1 PARTENARIAT POUR LA CROISSANCE DU SECTEUR PRIMAIRE**

#### **A. Nom du programme**

Partenariat pour la croissance du secteur primaire.

#### **B. Période sur laquelle porte la notification**

Exercices financiers 2016/17 et 2017/18.

#### **C. Objectif général et/ou objet du programme**

Le Partenariat pour la croissance du secteur primaire est une initiative de partenariat entre les pouvoirs publics et la branche de production (la contribution de la branche de production doit être de 60% au moins du financement total) qui prévoit d'investir dans d'importants programmes de recherche et d'innovation visant à améliorer la productivité, la croissance économique et la viabilité du secteur primaire, de la sylviculture et du secteur de l'alimentation en Nouvelle-Zélande. Cette initiative consiste surtout à renforcer la productivité en investissant de manière permanente dans l'innovation.

Le Partenariat pour la croissance du secteur primaire a aussi été notifié au titre de l'article 18:3 de l'Accord sur l'agriculture (G/AG/N/NZL/88).

#### **D. Fondement et autorité compétente pour le programme**

Le Conseil des ministres de la Nouvelle-Zélande a approuvé le Partenariat pour la croissance du secteur primaire le 18 mai 2009. Le programme est administré par le Ministère des industries primaires.

#### **E. Forme de la subvention**

Dons pouvant atteindre, au maximum, 40% des coûts admissibles.

Les programmes approuvés avant décembre 2015 pouvaient bénéficier d'un financement de la Couronne jusqu'à hauteur de 50%.

#### **F. À qui et comment la subvention est accordée**

Les entreprises ou consortiums du secteur primaire et des secteurs forestier et alimentaire peuvent participer au Partenariat pour la croissance du secteur primaire. Plus spécifiquement, les secteurs admissibles sont les suivants:

- l'élevage (y compris les produits laitiers, la viande et la laine) et la production des terres arables;
- l'horticulture;
- les produits de la mer (y compris l'aquaculture);

- la sylviculture et les produits du bois; et
- la transformation des aliments (y compris les aliments fonctionnels et bioactifs).

Chaque programme est un investissement réalisé conjointement par les pouvoirs publics et la branche de production.

On trouvera de plus amples renseignements à l'adresse suivante: <http://www.mpi.govt.nz/funding-and-programmes/primary-growth-partnership/>.

## **G. Renseignements sur le budget annuel**

Exercice financier 2016/17: 42 177 080 dollars.

Exercice financier 2017/18: 33 448 898 dollars.

## **H. Durée**

La durée de ce programme n'a pas été fixée au moment de son lancement.

Il n'est plus possible de déposer de nouvelles demandes au titre du programme de financement du Partenariat pour la croissance du secteur primaire. Le dernier exercice pour la présentation de nouvelles demandes a été 2017/18. Les derniers versements seront effectués en 2026.

Le Partenariat pour la croissance du secteur primaire a été remplacé par le programme "Un avenir durable pour les aliments et les fibres" (Sustainable Food & Fibre Futures Programme). Les demandes au titre de ce programme peuvent être déposées dès 2019.

## **I. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

Sans objet.

Le Partenariat pour la croissance du secteur primaire est axé sur l'innovation dans l'industrie et le renforcement des capacités industrielles. Il n'est pas axé sur le développement des échanges commerciaux et ne dispense pas de subvention à la production ou à l'exportation.

## **2 FONDS DE CROISSANCE DES PROVINCES**

### **A. Nom du programme**

Fonds de croissance des provinces.

### **B. Période sur laquelle porte la notification**

Exercice financier 2017/18.

### **C. Objectif général et/ou objet du programme**

Les objectifs spécifiques du Fonds de croissance des provinces sont les suivants:

- la création d'emplois et le développement économique durable;
- l'inclusion et participation sociales accrues;
- le développement maori;
- la viabilité environnementale et la contribution à la lutte contre le changement climatique;
- la résilience accrue (sur le plan des infrastructures et de l'économie).

**D. Fondement et autorité compétente pour le programme**

Le Conseil des ministres de la Nouvelle-Zélande a approuvé le Fonds de croissance des provinces en décembre 2017. Le programme est administré par le Ministère des entreprises, de l'innovation et de l'emploi.

**E. Forme de la subvention**

La subvention peut prendre la forme de prêts, de dons ou de participation au capital social.

**F. À qui et comment la subvention est accordée**

Les prêts, les dons ou la participation au capital social sont accordés aux:

- autorités locales (Conseil régional, conseil de district, autorités unitaires);
- ministères des gouvernements;
- fonds fiduciaires de bienfaisance;
- entreprises;
- sociétés constituées en personnes morales;
- aux fonds fiduciaires maoris;
- partenariats.

**G. Renseignements sur le budget annuel**

Exercice financier 2017/18: un budget de 21 518 millions de dollars a été affecté pour l'exercice financier 2017/18.

Les montants effectivement versés pour l'exercice financier 2017/18 peuvent être inférieurs.

**H. Durée**

Le financement a été attribué jusqu'à l'exercice financier 2027/28.

**I. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

Sans objet.

Le Fonds de croissance des provinces est un programme d'aide général et non spécifique, dépourvu d'objectifs commerciaux.

**3 PÊCHE**

À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019, le financement de la composante relative aux produits de la mer du Partenariat pour la croissance du secteur primaire, mentionnée dans la section 1, arrivera à son terme. À compter de cette date, la Nouvelle-Zélande ne disposera d'aucun programme de subventions à la pêche ou à l'aquaculture sur son territoire.

---